

L'EXCEPTION NÉGATIVE TOGOLAISE (4_5) ALTERNANCE ? PARLEZ-MOI D'ALTERNATIVE !

Ce quatrième extrait de la conférence « L'exception négative togolaise : Comprendre et agir » va percer au jour les nuances de la notion consensuelle, mais polysémique d'« alternance » en contexte togolais. Ces trois dernières décennies, le substantif « alternance » a servi alternativement de slogan et de finalité politiques dans le pays. Sur le principe, ce leitmotiv récurrent dans les discours de l'opposition togolaise semble faire l'unanimité. Pourtant, cette notion est chargée d'un sens tout sauf univoque. Dans la pratique, l'absence d'opérationnalisation de l'alternance en fait un *impensé* voire un *malpensé*. En clair, elle représente une *solution problématique* pour une opposition togolaise divisée sur les moyens (voies des urnes, de la rue ou des armes) à employer pour la faire advenir. L'alternance n'est-elle qu'un *moyen* ou une *finalité* ? Un *problème* plutôt qu'une *solution* ?

...

Les mots et les maux du politique au Togo. Comme ressource du vocabulaire démocratique et vectrice de luttes politiques, l'alternance est apparue sur la scène de l'histoire togolaise au début de la décennie 1990. Ce *mantra* a cristallisé les espoirs de millions de Togolais luttant pour renverser la dictature militaire du général Eyadema Gnassingbé. La domination monopolistique de la vie politique togolaise par un *parti unique* (1967-1991) et une *dynastie* (depuis 2005) s'appuie sur un complexe militaro-politique. D'un côté, les hémisphères cérébraux occupent les palais de la République et les ministères ; de l'autre, les phalanges militaires du régime veillent à imposer la *pax militari*. Quand les éminences grises du gouvernement épuisent leurs arguties, ils empruntent des munitions à l'État-major. Aussi, grâce à l'*état mal-à-droit*, l'exécutif instrumentalise le judiciaire et la force militaire met au pas le législatif. Tant et si bien qu'un « *État profond* » à l'instinct tribal, composé par des *réseaux de l'ombre* formés d'officiers serviles, d'agents du renseignement, d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires, se dévoue à la tâche de perpétuer « le système » RPT/UNIR. L'armée contrôle tous les secteurs stratégiques de l'économie togolaise (agriculture, ports, aéroports, infrastructures, etc.) car la dynastie Gnassingbé est d'essence militaire. Faure Gnassingbé, lui-même, n'est que l'hologramme civil de l'armée de son père. Au Togo, c'est l'armée et non les élections, les armes et non les urnes, qui contrôlent l'accès au pouvoir d'État. Piqûre de rappel : au soir du 5 février 2005, l'armée togolaise n'avait-elle pas de son seul chef « décidé de confier le pouvoir à Faure Gnassingbé », au mépris des dispositions constitutionnelles ? D'un coup de force à l'autre, la présidentielle d'avril 2005 fera « entre 400 et 500 morts », selon les Nations-Unies.



**MODUS
OPERANDI**

Des idées auxiliaires de l'action

<http://www.modoperandi.org>



PNT

PLATEFORME
NATIONALE DE
TRANSITION

pnt.togo@gmail.com

Alternances... Contre un tel complexe politico-militaire aux ramifications interne et externe profondes, les oppositions togolaises opposent trois traductions politiques parfois complémentaires à donner au projet d' « alternance » : (1) les **maximalistes** exigent explicitement un *changement de régime* (*regime change*) ; (2) les **minimalistes** ne réclament qu'un *changement de patronyme* (*target turnover*) à la tête du pays, et (3) les **régionalistes** adeptes d'un *basculement géographique* voudraient implicitement que le pouvoir repasse au Sud (*swing power*) après 50 ans de « confiscation du pouvoir » par un régime qualifié de nordiste. Ainsi, le slogan de l'alternance ne rend pas la même tonalité à toutes les oreilles. Au gré des conjonctures, les partis d'opposition oscillent entre la stratégie de *changement de régime* (par les urnes ou par la rue) et celle du changement de *patronyme*. Quant à l'argument du basculement régional, il fait office de *côté obscur* du désir d'alternance qu'on tient sous le boisseau, à l'abri des oreilles chastes. En exigeant la démission pure et simple du chef de l'État en septembre 2017, le mouvement de contestation populaire de 2017-2018 visait explicitement un *changement de régime*. À la veille des présidentielles de 2020, les minimalistes de tous bords ont le vent en poupe. Ceux-ci se contenteraient bien d'un *turnover patronymique* intrasystémique qui conserverait plus ou moins intacte la domination du système politico-militaire sur le pays. Avec l'empêchement de l'exilé François Boko, l'option conduite par Mgr Philippe Kpodzro a désigné Agbéyomé Kodjo -ancien premier ministre d'Eyadema Gnassingbé- comme alternative intrasystémique susceptible de donner des gages aux pontes du régime de Faure Gnassingbé. Jean-Pierre Fabre qui a perdu beaucoup de plumes dans l'échec de l'insurrection populaire en 2018 peine à fédérer autour du vieux projet d'alternance extrasystémique.

Alternance avec ou sans alternative ... L'alternance désigne le mouvement, l'alternative vise le changement. Une pensée de l'alternance qui omet d'envisager l'alternative confond le moyen et la finalité. L'alternative est exclusivement orientée vers la finalité. Une politique de l'alternative vise une alternance qui se donne les moyens de reconstruire une société plus juste et démocratique après la longue parenthèse Gnassingbé. Penser l'alternative, c'est anticiper les problèmes (stabilité politique, crises socio-économiques, etc.) que l'alternance pourrait drainer dans son sillage et anticiper des solutions. Gouverner efficacement *l'après-Gnassingbé* va consister à déminer au préalable les incertitudes et risques transitionnels. Comment briser l'exception négative togolaise ?

▶ Prochain épisode : **L'exception négative togolaise (5_5) Comment en sortir ?**

2 janvier 2020

CANADA



**MODUS
OPERANDI**

Des idées auxiliaires de l'action

<http://www.modoperandi.org>



PNT

PLATEFORME
NATIONALE DE
TRANSITION

pnt.togo@gmail.com